

**Lecture critique de Guy Groux et Catherine Lévy, 'La
Possession ouvrière: du taudis à la propriété:
XIXe-XXe siècle'**

Henri Rey

► **To cite this version:**

Henri Rey. Lecture critique de Guy Groux et Catherine Lévy, 'La Possession ouvrière: du taudis à la propriété: XIXe-XXe siècle'. Revue Francaise de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996, 46 (5), pp.833-834. hal-01044881

HAL Id: hal-01044881

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01044881>

Submitted on 24 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Guy Groux, Catherine Lévy, La possession ouvrière

In: Revue française de science politique, 46e année, n°5, 1996. pp. 833-834.

Citer ce document / Cite this document :

Rey Henri. Guy Groux, Catherine Lévy, La possession ouvrière. In: Revue française de science politique, 46e année, n°5, 1996. pp. 833-834.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1996_num_46_5_395103

annonça la Cinquième. Car c'est en deux temps, finalement, en 1944-1945 et en 1958-1962, que s'est réalisée la montée en puissance de la nouvelle République, dont la légitimité affranchie des faiblesses de la Troisième, ne semble plus faire question aujourd'hui.

Jean-Louis QUERMONNE

Fondation nationale des sciences politiques
Institut d'études politiques de Grenoble

GROUX (Guy), LÉVY (Catherine), — *La possession ouvrière. Du taudis à la propriété (XIX^e-XX^e siècles)*. — Paris, Éditions de l'Atelier, 1993. 247 p. Bibliogr. Index.

L'ouvrage des deux sociologues, G. Groux et C. Lévy, sur la possession ouvrière est original et d'un grand intérêt. Il ne se limite pas en effet à établir un état, chiffres à l'appui, de la propriété ouvrière, essentiellement la propriété du logement, dans l'histoire et aujourd'hui, mais rend compte par une pluralité d'approches du processus d'appropriation lui-même. Sont ainsi à l'œuvre une histoire des mentalités, une histoire de la législation relative au logement et, plus généralement, une histoire sociale et politique qui éclaire le statut du rapport à la propriété d'une catégorie sociale que les auteurs se gardent bien de réifier. A cette démarche, qui contribue fortement à l'intelligibilité du sujet traité, s'ajoute l'apport des résultats d'une recherche consistant dans la construction raisonnée des données statistiques sur la propriété ouvrière à partir des enquêtes de l'INSEE.

Le point de départ dans l'histoire de la propriété ouvrière se situe précisément au moment où constitutionnellement la propriété cesse d'être un critère de discrimination, en 1848. La situation de la classe laborieuse est alors dans l'état de précarité et de misère que décrivent les enquêtes et monographies dont l'usage se répand et qu'inspirent souvent les préoccupations hygiénistes. Le logement ouvrier, insalubre, exigü, surpeuplé, c'est le taudis dont la répulsion provoque chez ses occupants des conduites de fuite: nomadisme qui contrarie l'effort de stabilisation de la main-d'œuvre des grandes entreprises, repli sur l'estaminet et la rue, cadres de pratiques collectives quotidiennes et foyers d'agitation. Délaisée par le mouvement ouvrier qui centre ses préoccupations sur l'univers du travail et le débat idéologique, la question du logement est d'abord prise en charge par quelques personnalités, des philanthropes issus de la bourgeoisie. Il en résulte des initiatives au statut ambigu, aux intentions mêlées, moralisme, hygiénisme, intérêt bien compris, allant de pair avec la prise en compte d'une situation à bien des égards insoutenable. On connaît quelques-unes des réalisations dues à un patronat qui veille à l'imposition de ses normes à son personnel en même temps qu'il lui procure un confort minimal (Houillères, Michelin...). Dans le même temps et sur un mode mineur, naissent de l'intérieur du mouvement ouvrier, en France comme en Angleterre, des utopies résidentielles, dont le phalanstère peut fournir l'exemple. Une avancée décisive s'affirme avec le mouvement des HBM (habitations à « bon marché »), lieu d'incitation, de proposition et d'étude avant de devenir maître d'œuvre et de recevoir la légitimation parlementaire et gouvernementale. Mais avant la loi Loucheur du 13 Juillet 1928, qui fera date par l'ampleur de son plan de constructions destinées aux catégories populaires et moyennes, plusieurs textes ont déjà favorisé, depuis 1890, la promotion des HBM: la « loi Siegfried » de novembre 1894 qui définit un cadre juridique pour la construction de logements économiques; la loi Strauss d'avril 1906 qui réglemente la valeur locative en fonction du prix de revient des constructions et la loi Ribot d'avril 1908 qui incite au développement de la propriété ouvrière. Codifiée par le droit et les règles financières du crédit, la propriété ouvrière et populaire cesse d'être une esquisse. Le modèle idéal mais difficile à généraliser, c'est celui de la maison individuelle qui renvoie à l'archétype de la ruralité. L'intention affirmée est de fonder une démocratie de propriétaires en usant de l'accès à la propriété

comme moyen de régulation sociale. Le patrimoine ouvrier s'oppose ainsi à l'univers de l'usine, l'individu propriétaire au sujet collectif que commencent à reconnaître les conventions de travail.

Malgré le volontarisme des pouvoirs publics stimulé des décennies durant par des hommes comme Jules Siegfried, le promoteur des HBM, l'essor de la propriété ouvrière trouve ses limites dans les réticences du capital financier, la crise des années 1930 et la faiblesse d'une culture de la dette dans les milieux populaires. Maurice Halbwachs avait bien montré dans son étude de 1913 que l'habitat revêtait peu d'intérêt pour les plus humbles et que la propriété apparaissait comme un fait étranger. Vingt ans plus tard, la faiblesse et l'irrégularité des revenus salariaux forment obstacle à une large politique d'emprunt. Ce n'est qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale que les choses vont changer.

A la Libération, la crise du logement se manifeste avec acuité, le surpeuplement est critique, dans la seule région parisienne, on dénombre plus de 300 000 demandes non satisfaites dans le secteur locatif. Les destructions des années de guerre faisant suite à l'arrêt des mises en chantier pendant les années de crise, il devient nécessaire d'envisager des solutions d'envergure. G. Groux et C. Lévy montrent bien dans leur chapitre consacré à « l'ère de la rationalisation » l'ensemble des conditions qui vont favoriser une ample politique du logement. Le triptyque planification, économie concertée et État-providence qui caractérise alors l'action publique va contribuer à surmonter une grande part des difficultés apparues dans l'entre-deux guerres. L'importance des aides publiques, la mise à contribution d'un secteur bancaire en partie nationalisé favorisent l'émergence d'un « capitalisme du bâti » tandis que l'aide à la pierre et à l'emprunt individuel (le plan Courant à partir de 1953, par exemple) incite au développement de la propriété populaire. C'est alors que naît l'épargne-logement. Dans cette période d'interventionnisme étatique, de forte croissance et de projection optimiste dans l'avenir, s'opère une progressive mutation dans le rapport entre le monde ouvrier et la propriété. L'essor de la propriété ouvrière s'engage dans les années 1960 et, au milieu des années 1980, presque un ouvrier sur deux (45 % retraités inclus) est propriétaire de son logement. Les pages consacrées à l'analyse des transformations des représentations de la propriété sont parmi les plus intéressantes de l'ouvrage. Si elle se définit plus en termes d'économie domestique qu'en termes de patrimoine, la propriété ouvrière répond à un besoin d'autonomie et à la volonté d'acquisition d'un statut dont l'intérêt symbolique prime sur un intérêt matériel aléatoire. Elle marque aussi, avec le délitement des modèles historiques d'identification à une classe, la progression d'une culture du « je » par rapport à une culture du « nous ». Toutefois, les significations prêtées à la propriété par les ouvriers tendent à spécifier cette affirmation du « je ».

Henri REY

Centre d'étude de la vie politique française
Fondation nationale des sciences politiques

FAURE (Alain), POLLET (Gilles), WARIN (Philippe) — *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*. — Paris, L'Harmattan, 1995. 192 p. (Logiques politiques)

Huit ans après la parution de *L'État en action*¹, Alain Faure, Gilles Pollet et Philippe Warin nous proposent un ouvrage réunissant différentes contributions discutant de la notion de référentiel et portant plus généralement sur la construction du

1. B. Jobert, P. Muller, *L'État en action. Politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF, 1987.